

Délibération n° 2021-02-10/11

Objet : Modification du tableau des effectifs

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVESSE - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir à* Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Christiane PISTRE - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Xavier MIRAULT - Laurie BELTRA *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Cathy PROST *pouvoir à* Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Rapporteur : Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certains dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B,

Vu le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1382 du 12 octobre 2016 modifiant le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Le Conseil municipal, le 14 décembre 2017, a délibéré favorablement sur la modification du tableau des effectifs afin de lister l'ensemble des postes permanents titulaires et contractuels par filière.

Chaque année, le tableau des effectifs nécessite une mise à jour eu égard aux avancements de grade proposés au Centre de Gestion de l'Hérault et mouvements de personnel, pour le personnel qui remplit les conditions, soit :

- Avancements de grade
- Promotions internes
- Modification de poste (filière et/ou grade)
- Intégration d'effectif

Les nominations sont effectives sur l'exercice en cours selon la date de création du poste au Conseil Municipal, la date de conditions remplies pour chaque agent et la décision de l'autorité territoriale. Les postes rendus vacants suite aux nouvelles nominations feront l'objet d'une suppression en début d'exercice N+1.

Par ailleurs, la crèche associative Les Pitchouns va être dissoute sur l'exercice 2021, avec une date prévisionnelle au 1^{er} avril 2021. Il convient d'assurer la continuité de ce service public aux usagers et, par conséquent, de transférer le personnel dans l'effectif de la collectivité pour une gestion de la crèche en régie municipale.

La reprise du personnel et le transfert des contrats de travail interviennent, soit lorsque les conditions imposées par les articles L. 1224-1 à L. 1224-4 du Code du travail sont réunies, soit lorsqu'une convention collective le prévoit, soit encore en cas d'application volontaire.

Par ailleurs, la circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, rappelle les clauses substantielles du contrat de travail : la durée, l'objet, la quotité du temps de travail, la qualification professionnelle, la rémunération, la reprise du solde des congés.

Enfin, l'article L. 6331-1 du code du travail précise que tout employeur contribue au financement de la formation professionnelle continue, à l'exception de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à caractère administratif.

INTEGRATION DU PERSONNEL DE LA CRECHE LES PITCHOUNS		
GESTION DU POSTE	NOUVEAU GRADE	TEMPS DE TRAVAIL
Création de 2 postes CDI	Educatrice de jeunes enfants	100%
Création d'un 1 poste contrat CDD	Educatrice de jeunes enfants	100%
Création de 2 postes CDI	Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème classe	100%
Création d'1 poste CDI	Infirmière de classe normale	15/35ème (43%)
Création de 4 postes CDI	Agent social	100%
Création d'1 poste CDD	Agent social	temps non complet 90%
Création d'1 poste CAP Educatrice Jeunes Enfants	Contrat d'apprentissage	100%

- Création de 9 postes permanents,
- Création de 2 postes non permanents
- Création d'1 poste non permanent pour un contrat d'apprentissage

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE		
GESTION DU POSTE	NOUVEAU GRADE	TEMPS DE TRAVAIL
Modification d'un poste d'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPALE DE 2EME CLASSE	Agent social	100%
Modification d'un poste d'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	Rédacteur	100%
Suppression d'un poste d'AGENT DE MAÎTRISE (départ retraite)	-	100%

Suppression d'un poste d'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE (suite nomination avancement de grade 2020)	-	100%
Suppression de 2 postes d'ADJOINT TECHNIQUE (départs retraite)	-	100%
Suppression d'un poste d'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE (départ collectivité par voie de mutation)	-	100%
Suppression de 2 postes d'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE (suite nomination avancement de grade 2020)	-	100%
Suppression d'un poste d'ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	-	100%
Suppression d'un poste d'AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPALE DE 2EME CLASSE (suite nomination avancement de grade 2020)	-	100%
Suppression d'un poste de TECHNICIEN (suite nomination avancement de grade 2020)	-	100%
Suppression de 2 postes d'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE (suite nomination avancement de grade 2020)	-	100%
Suppression de 4 postes d'ATSEM PRINCIPAL 1ERE CLASSE (suite nomination avancement de grade 2020)	-	100%
Avancement de grade 2021 : création d'1 poste d'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE (suppression ancien poste en 2022)	-	100%
Avancement de grade 2021 : création de 4 postes d'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE (suppression ancien poste en 2022)	-	100%
Avancement de grade 2021 : création de 2 postes d'ATTACHE PRINCIPAL (suppression ancien poste en 2022)	-	100%
Avancement de grade 2021 : création de 3 postes de BRIGADIER CHEF PRINCIPAL (suppression ancien poste en 2022)	-	100%
Avancement de grade 2021 : création d'1 poste de TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2ème CLASSE (suppression ancien poste en 2022)	-	100%

- Modification de 2 postes permanents,
- Suppression de 16 postes permanents.
- Création de 11 postes permanents pour avancements de grade.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Transférer le personnel de la crèche Les Pitchouns à partir du 1^{er} avril 2021.
- Signer tout document administratif relatif à la carrière des agents concernés.
- Mettre à jour le tableau des effectifs.
- Dire que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget primitif 2021.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 10 février 2021
Le Maire
Jean-Pierre RICO

